

**FR**



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 20.2.2007  
SEC(2007) 256 final

**RAPPORT DE LA COMMISSION  
AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL**

**relatif aux dépenses du FEAGA**

**Système d'alerte précoce**

**n° 1/2007**

## **TABLE DES MATIÈRES**

1.	LA PROCEDURE BUDGETAIRE 2007.....	3
2.	COMMENTAIRES SUR L'EXECUTION DU BUDGET 2007 .....	4
3.	CONCLUSIONS .....	5

## **1. LA PROCEDURE BUDGETAIRE 2007**

La procédure budgétaire 2007 pour le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et les montants correspondants des crédits concernés à chaque étape de la procédure sont résumés à l'annexe 1.

La Commission a adopté l'avant-projet de budget (APB) relatif à l'agriculture au début du mois de mai 2006; elle y prévoyait des crédits d'engagement s'élevant à 43 343,7 millions EUR et des crédits de paiement pour un montant de 43 342,2 millions EUR. Le montant des crédits prévus était fondé sur l'évaluation de la situation sur les marchés intérieurs et extérieurs pour les différents produits concernés et prenait en considération l'incidence des réformes de la PAC de 2003/2004 ainsi que la récente réforme du secteur sucrier.

En juillet 2006, le Conseil Ecofin-Budget a adopté le projet de budget (PB), réduisant à cette occasion les crédits demandés de 730 millions EUR par rapport aux montants de l'APB. Les crédits relatifs aux mesures de marché ont été diminués de 525 millions EUR, ceux réservés à l'apurement des comptes de 205 millions EUR. À l'inverse, le Parlement européen, lors de la première lecture de l'APB, est revenu sur les réductions décidées par le Conseil en augmentant significativement les crédits prévus pour le secteur laitier.

En octobre 2006, la Commission, prenant en compte les dernières évolutions de la législation agricole, des marchés agricoles et du taux de change EUR/USD, a actualisé les estimations initiales des besoins figurant dans l'APB et soumis la lettre rectificative n° 3/2007 à l'autorité budgétaire. Dans cette lettre, elle demandait des crédits d'engagement totaux pour un montant de 42 492 millions EUR et des crédits de paiement s'élevant à un total de 42 490,5 millions EUR, ce qui représentait une diminution de 851,7 millions EUR par rapport aux crédits initialement demandés dans l'APB pour l'exercice budgétaire 2007.

Le budget 2007 a été adopté par le Parlement européen lors de sa séance plénière de décembre 2006. Les crédits d'engagement du budget 2007 relatifs au FEAGA s'élèvent à 42 711,7 millions EUR, les crédits de paiement à 42 435,6 millions EUR. En ce qui concerne les secteurs agricoles les plus importants, un montant de 5 615,2 millions EUR est consacré aux mesures de marchés et un autre de 36 878,5 millions EUR aux aides directes. Par ailleurs, le budget 2007 prévoit une enveloppe de 309,8 millions EUR pour le domaine politique 17 – mesures vétérinaires et phytosanitaires – et de 30,5 millions EUR pour le domaine politique 11 – pêche (NB: 15 millions EUR sont inscrits dans les réserves). La différence entre les crédits d'engagement et les crédits de paiement, qui s'élève à 276,1 millions EUR, provient de l'utilisation de crédits dissociés pour les paiements effectués directement par la Commission en ce qui concerne la promotion des produits agricoles, la stratégie politique et les mesures de coordination dans le domaine agricole ainsi que les mesures vétérinaires et phytosanitaires.

## **2. COMMENTAIRES SUR L'EXECUTION DU BUDGET 2007**

Pour la période allant du 16 octobre 2006 au 30 novembre 2006, le niveau d'exécution réel du budget par rapport au profil des dépenses prévu par l'indicateur, établi sur la base des dispositions de l'article 20 du règlement (CE) n° 1290/2005<sup>1</sup> du Conseil, est présenté à l'annexe 2. On trouvera ci-après quelques commentaires sur les raisons expliquant les différences les plus importantes entre le niveau d'exécution réel et le niveau prévu pour certains secteurs du budget 2007.

### **2.1. Facteurs monétaires**

Les dépenses engagées au cours de la période susvisée tiennent compte de l'évolution du taux de change entre le dollar et l'euro. Pour une partie importante des restitutions à l'exportation de produits agricoles, en particulier les céréales et le sucre, ainsi que pour certaines aides internes (aide au coton notamment), le niveau des dépenses est influencé par les mouvements de ce taux de change.

Conformément à l'article 21, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1290/2005, le budget adopté par l'autorité budgétaire a été établi sur la base du taux de change moyen de la période allant de juillet à septembre 2006, soit 1 EUR pour 1,27 USD. Il y a lieu de noter que, pour la période du 1<sup>er</sup> août 2006 au 30 novembre 2006, le taux de change moyen était d'environ 1,00 EUR pour 1,28 USD, soit moins de 1,0 % au-dessus du taux utilisé pour l'établissement du budget 2007.

### **2.2. Facteurs de marché**

#### **2.2.1. *Sucre (+ 134,2 millions EUR)***

Le dépassement des crédits par rapport au niveau de l'indicateur provient vraisemblablement d'une accélération du rythme de liquidation et de paiement des dossiers de restitution à l'exportation afférents à la campagne de commercialisation précédente (2005/2006).

#### **2.2.2. *Vin (+ 41,3 millions EUR)***

La Commission estime qu'il s'agit d'un dépassement temporaire, découlant principalement des paiements liés à la distillation de crise effectuée au cours de la campagne 2005/2006 mais non imputée au budget 2006. Ces paiements sont en voie d'exécution, ce qui se traduit par un dépassement temporaire des crédits par rapport au niveau de l'indicateur.

#### **2.2.3. *Lait et produits laitiers (+ 38,5 millions EUR)***

Ce dépassement des crédits par rapport à ce que prévoit l'indicateur est lié à des facteurs techniques. En effet, alors que l'indicateur a été établi sur la base des dépenses des trois exercices budgétaires précédents, lesquelles intégraient les recettes provenant du prélèvement laitier, le budget 2007 considère ce prélèvement comme une recette affectée, qui n'est donc pas immédiatement incluse dans les crédits du secteur.

---

<sup>1</sup> JO L 209 du 11.8.2005, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 320/2006 (JO L 58 du 28.2.2006, p. 42).

### **2.3. Aides directes (+ 81,4 millions EUR)**

La Commission a établi l'indicateur correspondant sur la base des prévisions de paiement transmises par l'ensemble des États membres. Le dépassement actuel est minime au regard du niveau de cet indicateur. Néanmoins, le faible niveau des versements totaux effectués par les États membres au titre des aides découplées permet de conclure que très peu d'entre eux ont profité de la possibilité offerte par la Commission d'avancer le paiement de 50 % de ces aides au 16 octobre au lieu du 1<sup>er</sup> décembre, date de paiement habituelle.

### **2.4. Recettes affectées (353,3 millions EUR)**

Pour l'ensemble des différentes recettes affectées, seuls les paiements afférents au prélèvement laitier ont été réalisés au cours de la période allant du 16 octobre au 30 novembre 2006, comme le prévoient les nouvelles règles relatives au paiement de ce prélèvement.

## **3. CONCLUSIONS**

Les crédits utilisés entre le 16 octobre 2006 et le 30 novembre 2006 pour les dépenses des États membres en matière de mesures de marché et de paiements directs se sont élevés à 5 466,7 millions EUR, ce qui représente un dépassement des crédits d'environ 236,5 millions EUR. À ce stade, il apparaît que ce dépassement est temporaire, conformément aux commentaires formulés aux points 2.2 et 2.3.

## ANNEXE 1

Procédure budgétaire 2007  
Crédits du FEAGA

source: DG Budg

Titre	Chapitre	Article	Page	Intitulé	Pers. Fin.	APB		PB		PB		Lettre rectificative		Conseil		BUDGET (1)	
								Première lecture du Conseil		Première lecture du PE				deuxième lecture			
						CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
05 01 04 01				Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) -- Assistance technique non opérationnelle	2	8.460.000	8.460.000	8.460.000	8.460.000	7.614.000	7.614.000	8.460.000	8.460.000	8.460.000	8.460.000	8.460.000	8.460.000
05 01 04 06				Projet pilote relatif à l'amélioration de la qualité -- Dépenses pour la gestion administrative	2	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
05 01 04 07				Projet pilote relatif à la réalisation d'une étude de faisabilité sur l'introduction d'un fonds de sécurité dans le secteur des fruits et légumes -- Dépenses pour la gestion administrative	2	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
05 02				Interventions sur les marchés agricoles		5.698.440.000	5.695.505.000	5.173.440.000	5.170.505.000	6.074.440.000	6.071.505.000	5.627.840.000	5.624.905.000	5.615.194.000	5.612.259.000	5.615.194.000	5.612.259.000
05 02 01				Céréales	2	694.000.000	694.000.000	645.736.000	645.736.000	694.000.000	694.000.000	516.000.000	516.000.000	516.000.000	516.000.000	516.000.000	516.000.000
05 02 02				Riz	2	2.000.000	2.000.000	1.791.000	1.791.000	2.000.000	2.000.000	-2.000.000	-2.000.000	-2.000.000	-2.000.000	-2.000.000	-2.000.000
05 02 03				Restitutions pour les produits hors annexe 1	2	344.000.000	344.000.000	320.077.000	320.077.000	344.000.000	344.000.000	299.000.000	299.000.000	299.000.000	299.000.000	299.000.000	299.000.000
05 02 04				Programmes alimentaires	2	278.000.000	278.000.000	267.722.000	267.722.000	278.000.000	278.000.000	278.000.000	278.000.000	278.000.000	278.000.000	278.000.000	278.000.000
05 02 05				Sucre	2	235.000.000	235.000.000	206.209.000	206.209.000	235.000.000	235.000.000	323.000.000	323.000.000	323.000.000	323.000.000	323.000.000	323.000.000
05 02 06				Huile d'olive	2	48.000.000	48.000.000	44.662.000	44.662.000	48.000.000	48.000.000	50.000.000	50.000.000	50.000.000	50.000.000	50.000.000	50.000.000
05 02 07				Plantes textiles	2	21.000.000	21.000.000	19.540.000	19.540.000	21.000.000	21.000.000	22.000.000	22.000.000	22.000.000	22.000.000	22.000.000	22.000.000
05 02 09				Produits du secteur vitivinicole	2	1.411.000.000	1.411.000.000	1.312.873.000	1.312.873.000	1.411.000.000	1.411.000.000	1.487.000.000	1.487.000.000	1.487.000.000	1.487.000.000	1.487.000.000	1.487.000.000
05 02 10				Promotion	2	43.840.000	40.905.000	40.791.000	37.856.000	49.840.000	46.905.000	45.840.000	42.905.000	45.295.000	42.360.000	45.295.000	42.360.000
05 02 11				Autres produits végétaux et autres mesures	2	295.600.000	295.600.000	275.043.000	275.043.000	295.600.000	295.600.000	379.000.000	379.000.000	379.000.000	379.000.000	379.000.000	379.000.000
05 02 12				Lait et produits laitiers (*)	2	618.000.000	618.000.000	449.779.000	449.779.000	937.000.000	937.000.000	587.000.000	587.000.000	587.000.000	587.000.000	587.000.000	587.000.000
05 02 13				Viandes bovines	2	152.000.000	152.000.000	141.429.000	141.429.000	152.000.000	152.000.000	117.000.000	117.000.000	117.000.000	117.000.000	117.000.000	117.000.000
05 02 14				Viandes ovines et caprines	2	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
05 02 15				Viandes porcines, œufs et volailles, apiculture et autres produits animaux	2	149.000.000	149.000.000	138.637.000	138.637.000	150.000.000	150.000.000	202.000.000	202.000.000	194.141.000	194.141.000	194.141.000	194.141.000
05 02 16				Fonds de restructuration de l'industrie du sucre	2	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
05 02 99				Irregularités (interventions sur les marchés agricoles)	2	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
05 03				Aides directes		37.660.633.000	37.660.633.000	37.660.633.000	37.660.633.000	37.660.633.000	37.660.633.000	36.878.533.000	36.878.533.000	36.878.533.000	36.878.533.000	36.878.533.000	36.878.533.000
05 03 01				Aides directes découplées (**)	2	30.709.000.000	30.709.000.000	30.709.000.000	30.709.000.000	30.709.000.000	30.709.000.000	30.196.000.000	30.196.000.000	30.196.000.000	30.196.000.000	30.196.000.000	30.196.000.000
05 03 02				Autres aides directes	2	6.483.633.000	6.483.633.000	6.483.633.000	6.483.633.000	6.483.633.000	6.483.633.000	6.214.533.000	6.214.533.000	6.214.533.000	6.214.533.000	6.214.533.000	6.214.533.000
05 03 03				Montants d'aide supplémentaires	2	468.000.000	468.000.000	468.000.000	468.000.000	468.000.000	468.000.000	468.000.000	468.000.000	468.000.000	468.000.000	468.000.000	468.000.000
05 03 04				Aides directes accessoires (reliques, petits producteurs, aides agroalimentaires, etc.)	2	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
05 03 99				Irregularités	2	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
05 04 01				Développement rural financé par le FEOGA, section "Garantie" -- Achèvement des programmes antérieurs (2000 à 2006)	2	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
05 04 03 02				Ressources génétiques végétales et animales -- Achèvement des actions antérieures	2	p.m.	1.440.000	p.m.	1.440.000	p.m.	1.440.000	p.m.	1.440.000	p.m.	1.440.000	p.m.	1.440.000
05 07 01				Contrôle des dépenses agricoles	2	-64.000.000	-64.000.000	-269.000.000	-269.000.000	-63.154.000	-63.154.000	-64.000.000	-64.000.000	-172.000.000	-172.000.000	-172.000.000	-172.000.000
05 07 02				Règlement des litiges	2	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
05 08				Stratégie politique et coordination du domaine politique "Agriculture"		40.174.000	40.149.756	40.174.000	40.149.756	41.174.000	41.149.756	41.174.000	41.149.756	41.174.000	41.149.756	41.174.000	41.149.756
05 08 01				Réseau d'information comptable agricole (RICA)	2	13.894.000	13.916.000	13.894.000	13.916.000	13.894.000	13.916.000	13.894.000	13.916.000	13.894.000	13.916.000	13.894.000	13.916.000
05 08 02				Enquête sur la structure des exploitations agricoles	2	19.000.000	16.700.000	19.000.000	16.700.000	19.000.000	16.700.000	19.000.000	16.700.000	19.000.000	16.700.000	19.000.000	16.700.000
05 08 03				Restructuration des systèmes d'enquêtes agricoles	2	1.780.000	4.033.756	1.780.000	4.033.756	1.780.000	4.033.756	1.780.000	4.033.756	1.780.000	4.033.756	1.780.000	4.033.756
05 08 06				Actions d'information sur la politique agricole commune	2	5.500.000	5.500.000	5.500.000	5.500.000	6.500.000	6.500.000	6.500.000	6.500.000	6.500.000	6.500.000	6.500.000	6.500.000
05 08 07				Achèvement de mesures antérieures dans le domaine de l'information	2	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
05 08 08				Étude externe sur l'incidence de la directive 2000/36/CE	2	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
05 08 09				FEAGA -- Assistance technique opérationnelle	2	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
TOTAL domaine politique 05						43.343.707.000	43.342.187.756	42.613.707.000	42.612.187.756	43.720.707.000	43.719.187.756	42.492.007.000	42.490.487.756	42.371.361.000	42.369.841.756	42.371.361.000	42.369.841.756
Pêche (domaine politique 11)						15.500.000	15.500.000	15.500.000	15.500.000	15.500.000	15.500.000	15.500.000	15.500.000	15.500.000	15.500.000	15.500.000	15.500.000
Domaine vétérinaire, phytosanitaire et de la santé publique (domaine politique 17)						309.800.000	35.300.000	309.800.000	35.300.000	316.300.000	41.050.000	309.800.000	35.300.000	309.800.000	35.300.000	309.800.000	35.300.000
Total crédits FEAGA (sans réserves)						43.669.007.000	43.392.987.756	42.939.007.000	42.662.987.756	44.052.507.000	43.775.737.756	42.817.307.000	42.541.287.756	42.696.661.000	42.420.641.756	42.696.661.000	42.420.641.756
Réserves 11 02 03						15.000.000	15.000.000	15.000.000	15.000.000	15.000.000	15.000.000	15.000.000	15.000.000	15.000.000	15.000.000	15.000.000	15.000.000
Total crédits FEAGA (y compris réserves)						43.684.007.000	43.407.987.756	42.954.007.000	42.677.987.756	44.067.507.000	43.790.737.756	42.832.307.000	42.556.287.756	42.711.661.000	42.435.641.756	42.711.661.000	42.435.641.756

(\*) Besoins additionnels à couvrir par des recettes affectées: estimés à 349 millions EUR  
(\*\*) Besoins additionnels à couvrir par des recettes affectées: estimés à 638 millions EUR

(1) source: badge-bud au 15.01.2007

# ANNEXE 2

## EXERCICE BUDGÉTAIRE 2007 (\*)

### CONSOMMATION PROVISOIRE DES CRÉDITS PAR RAPPORT AUX CRÉDITS ORIGINAUX DU FEAGA

Situation au 30.11.2006  
en millions d'euros

	Crédits budgétaires originaux	Consommation du mois de novembre	Utilisation	Profil de consommation (**) au mois de novembre (provisoire)		Écart entre le niveau de l'indicateur et celui de l'exécution	
	mio EUR	mio EUR	%	%	mio EUR	%	mio EUR
	a	b	c = b/a	d	e = (d'a)	f = c-d	g = b-e
<b>Dépenses (A)</b>							
05 01 DÉPENSES ADMINISTRATIVES DU DOMAINE POLITIQUE "AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL" 05010401, 05010406 & 05010407: Suivi/prévention et projets pilotes	8,5	0,0	0,0%	0,0%	0,0	0,0%	0,0
<b>Total 0501 Dépenses administratives du domaine politique "Agriculture et développement rural"</b>	<b>8,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0</b>
05 02 INTERVENTIONS SUR LES MARCHÉS AGRICOLES							
05 02 01 Céréales	516,0	64,3	12,5%	18,9%	97,7	-6,5%	-33,4
05 02 02 Riz	-2,0	0,2	-11,7%	28,1%	-0,6	-39,8%	0,8
05 02 03 Restitutions pour les produits hors annexe 1	299,0	30,5	10,2%	11,9%	35,7	-1,7%	-5,2
05 02 04 Programmes alimentaires	278,0	15,5	5,6%	1,2%	3,2	4,4%	12,3
05 02 05 Sucre	323,0	116,6	36,1%	-5,5%	-17,6	41,6%	134,2
05 02 06 Huile d'olive	50,0	14,8	29,5%	49,5%	24,7	-20,0%	-10,0
05 02 07 Plantes textiles	22,0	2,4	10,9%	8,2%	1,8	2,7%	0,6
05 02 08 Fruits et légumes	1.319,8	179,2	13,6%	14,6%	193,1	-1,1%	-13,9
05 02 09 Produits du secteur vitivinicole	1.487,0	166,1	11,2%	8,4%	124,8	2,8%	41,3
05 02 10 Promotion	45,3	3,9	8,6%	7,0%	3,2	1,6%	0,7
05 02 11 Autres produits végétaux et autres mesures	379,0	36,3	9,6%	11,7%	44,5	-2,2%	-8,2
05 02 12 Lait et produit laitiers (crédits provenant de recettes estimés à 349 millions EUR)(**)	587,0	110,5	18,8%	12,3%	72,1	6,6%	38,5
05 02 13 Viandes bovines	117,0	25,3	21,6%	13,3%	15,5	8,3%	9,7
05 02 14 Viandes ovines et caprines	0,0	0,0	0,0%				
05 02 15 Viandes porcines, œufs et volailles, apiculture et autres produits animaux	194,1	19,9	10,3%	13,0%	25,3	-2,8%	-5,4
05 02 16 Fonds de restructuration de l'industrie du sucre (crédits provenant de recettes estimés à 757 millions EUR)(**)	0,0	0,0	0,0%				
<b>Total 0502 Interventions sur les marchés agricoles</b>	<b>5.615,2</b>	<b>785,5</b>	<b>14,0%</b>	<b>11,1%</b>	<b>623,5</b>	<b>2,9%</b>	<b>162,1</b>
05 03 AIDES DIRECTES							
05 03 01 Aides directes découplées (crédits provenant de recettes estimés à 638 millions EUR)(**)	30.196,0	4.004,1	13,3%	12,9%	3.886,0	0,4%	118,2
05 03 02 Autres aides directes	6.214,5	689,0	11,1%	11,5%	714,7	-0,4%	-25,7
05 03 03 Montants d'aide supplémentaires	468,0	0,3	0,1%	0,0%	0,0	0,1%	0,3
05 03 04 Aides directes accessoires (reliques, petits producteurs, aides agromonétaires, etc.)	0,0	-11,3	0,0%				
<b>Total 0503 Aides directes</b>	<b>36.878,5</b>	<b>4.682,0</b>	<b>12,7%</b>	<b>12,5%</b>	<b>4.600,7</b>	<b>0,2%</b>	<b>81,4</b>
05 04 AUTRES DÉPENSES							
05 04 Développement rural (050401 et 05040302)	0,0	-0,9	0,0%				
05 07 AUDIT DES DÉPENSES AGRICOLES	-172,0	0,0	0,0%	-3,5%	6,1	3,5%	-6,1
05 07 01 Actions de contrôle et de prévention: paiements par les États membres	0,0	0,0	0,0%				
05 07 01 02 Actions de contrôle et de prévention: paiements directs par la Communauté européenne	6,0	0,0	0,0%	0,0%	0,0	0,0%	0,0
05 07 01 05 Contrôle de l'application de la réglementation agricole	0,0	0,0	0,0%				
05 07 01 06 Apurement comptable pour les exercices antérieurs en ce qui concerne les dépenses en gestion partagée dans le cadre de la section Garantie du FEAGA (ancienne rubrique 1a) et dans le cadre du FEAGA	-178,0	0,0	0,0%	-3,4%	6,1	3,4%	-6,1
05 07 01 07 Apurement de conformité pour les exercices antérieurs en ce qui concerne les dépenses en gestion partagée financées par le FEAGA	0,0	0,0	0,0%				
05 07 01 08 Apurement comptable pour les exercices antérieurs en ce qui concerne le développement rural financé par la section Garantie du FEAGA (ancienne rubrique 1b)	0,0	0,0	0,0%				
05 07 01 09 Apurement de conformité pour les exercices antérieurs en ce qui concerne le développement rural dans le cadre de la section Garantie du FEAGA (ancienne rubrique 1b) (2000 à 2006)	0,0	0,0	0,0%				
05 07 02 Règlement des litiges	0,0	0,0	0,0%				
05 08 STRATÉGIE POLITIQUE ET COORDINATION DU DOMAINE POLITIQUE "AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL"	41,2	0,0	0,0%	0,0%	0,0	0,0%	0,0
11 02 MARCHÉS DE LA PÊCHE (2)	30,5	0,0	0,0%	0,0%	0,0	0,0%	0,0
17 01 DÉPENSES ADMINISTRATIVES DU DOMAINE POLITIQUE "SANTÉ ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS" (1) (2)	1,3	0,0	0,0%	0,0%	0,0	0,0%	0
17 01 01 17010401 et 17010404/05: Interventions phytosanitaires - étude pilote - sécurité des aliments pour animaux et des denrées alimentaires	13,5	0,0	0,0%	0,0%	0,0	0,0%	0
17 03 SANTÉ PUBLIQUE (1) (2)							
17 03 02 Fonds communautaire du tabac - paiements directs par l'Union européenne							
17 04 SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, SANTÉ ET BIEN-ÊTRE DES ANIMAUX ET DOMAINE PHYTOSANITAIRE (1) (2)	295,0	0,0	0,0%	0,0%	0,0	0,0%	0,0
17 04 01 170401 à 170407: mesures dans les domaines vétérinaire, phytosanitaire, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé publique, des aliments pour animaux et des denrées alimentaires et autres mesures							
<b>Total autres dépenses</b>	<b>209,5</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,4%</b>	<b>2,9%</b>	<b>6,1</b>	<b>-3,3%</b>	<b>-7,0</b>
<b>Total dépenses (hors apurement)</b>	<b>42.889,7</b>	<b>5.466,7</b>	<b>12,7%</b>	<b>12,2%</b>	<b>5.224,1</b>	<b>0,6%</b>	<b>242,6</b>
<b>Total dépenses (apurement compris)</b>	<b>42.711,7</b>	<b>5.466,7</b>	<b>12,8%</b>	<b>12,2%</b>	<b>5.230,2</b>	<b>0,6%</b>	<b>236,5</b>
<b>RECETTES (B)</b>							
67 01 Apurement de conformité des comptes des exercices antérieurs - FEAGA (estimation: 568 millions EUR)	0,0	0,0					
67 02 Irrégularités - FEAGA (estimation: 70 millions EUR)	0,0	8,0					
67 03 Prélèvement supplémentaire des producteurs de lait (estimation: 349 millions EUR)	0,0	345,3					
68 01 Montants temporaires au titre de la restructuration -- Recettes affectées (estimation: 1 259 millions EUR)	0,0	0,0					
68 02 Irrégularités relatives aux montants temporaires au titre de la restructuration -- Recettes affectées	0,0	0,0					
<b>Total recettes</b>	<b>0,0</b>	<b>353,3</b>					
<b>Dépenses et recettes (A-B)</b>							
<b>Total dépenses (hors apurement) et recettes</b>	<b>42.889,7</b>	<b>5.113,3</b>	<b>11,9%</b>	<b>12,2%</b>	<b>5.224,1</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-110,8</b>
<b>Total dépenses (apurement compris) et recettes</b>	<b>42.711,7</b>	<b>5.113,3</b>	<b>12,0%</b>	<b>12,2%</b>	<b>5.230,2</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-116,8</b>

(\*) Exercice budgétaire = 16.10.06 au 15.10.07 mais dépenses directes possibles jusqu'au 31.12.07

(\*\*) Pour les paiements directs, concerne les engagements

(\*\*\*) Y compris utilisation éventuelle de recettes affectées: voir lignes "recettes"

(1) Chapitre non exclusivement consacré au FEAGA

(2) Chapitre hors titre 05 mais inclus dans le FEAGA